



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

**Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2021-284
du 26 JUL. 2021
portant mise en demeure de la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX
située sur le territoire de la commune de Joigny**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005, modifié par l'arrêté portant prescriptions complémentaires du 14 octobre 2011, autorisant la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX à exploiter une installation de tri-transit de déchets sur le territoire de la commune de Joigny ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 28 juin 2021 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 1^{er} juillet 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant du 8 juillet 2021, complétées le 19 juillet 2021, sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement prévoit également qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative fixe en cas d'urgence les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005 susvisé dispose que « L'établissement doit être doté au moins de :

- 20 extincteurs répartis comme prévu à l'annexe VII du dossier de demande d'autorisation,
 - une réserve d'eau de 120 m³ équipée de deux branchements standardisés pour les engins d'intervention,
 - 2 poteaux d'incendie armés d'un débit de 60 m³/h, disponibles sur la voie publique, l'un à 100 mètres de l'entrée (située à l'entrée de la déchetterie), l'autre à 200 mètres de l'entrée (de l'autre côté du pont SNCF, du côté des établissements Bertrand),
 - une réserve de produits absorbants.
- Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement prévoit que « Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (Code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement prévoit que « Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du Code de l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 31 mai 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions :

- insuffisance des moyens d'extinction disponibles,
- absence de registre des déchets conforme et complet vis-à-vis des exigences des articles 1 et 2 de l'arrêté du 29 février 2012.

CONSIDÉRANT que cette situation, tout particulièrement l'absence de défense incendie, menace de porter atteinte de manière aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans l'éventualité d'un départ de feu sur le site industriel ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'exécuter d'urgence les travaux et traitements nécessaires à la mise en sécurité du site, comprenant en tout premier lieu la mise en place d'un gardiennage du site pendant les périodes d'absence de salariés et de réserves d'eau d'extinction ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV YONNE MÉTAUX de respecter les prescriptions de l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005 susvisé et les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé.

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société SUEZ RV MÉTAUX, exploitant une installation de tri-transit de déchets sur le territoire de la commune de Joigny, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - les dispositions prévues à l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005 susvisé en disposant d'une réserve d'eau de 120 m³ équipée de deux branchements standardisés pour les engins d'intervention et de 2 poteaux d'incendie armés d'un débit de 60 m³/h, ou tout dispositif équivalent permettant de fournir de l'eau en quantité suffisante au regard des risques présents sur le site ;
 - les dispositions prévues aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé en disposant de registres des déchets entrants et sortants complets et exhaustifs.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

La société SUEZ RV MÉTAUX exploitant une installation de tri-transit de déchets sur le territoire de la commune de Joigny est tenue **sous un délai de 15 jours**, à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à la satisfaction des dispositions de l'article 32.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005 susvisé :

- de mettre en place un gardiennage pendant les périodes d'absence de salariés sur le site ;
- de disposer d'une ou plusieurs réserves d'eau sous la forme d'une berce RIA équipée d'une cuve d'eau de 5m³ mobile, ou tout dispositif équivalent.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure et aux présentes prescriptions à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV MÉTAUX et dont une copie sera également adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Sens,
- Monsieur le Maire de Joigny,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Madame la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **26 JUIL. 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,


Marion Aoustin-Roth

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de l'environnement d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).